



Compte-rendu SNJ **du CE Pôle Sud-Ouest du 24/11/2015**

C'était le 1er « vrai » CE de la nouvelle mandature, après installation des élus.

Après les liminaires habituels du secrétaire du CE, les élus SNJ ont fait une déclaration préalable à laquelle se sont associés les syndicats SUD et CFDT (à relire en annexe de ce document).

GV (Gérard Vallès), répond à ces deux déclarations.

Il s'explique d'abord sur l'occultation des VEL du samedi 21/11 par une émission attentats : la décision a été prise au dernier moment par les responsables parisiens de FTV. Il regrette avec les élus que les émissions déjà enregistrées sur les régionales n'aient pas pu être exposées à un autre moment sur nos antennes. Pour le reste il balaie les critiques mais ne détaille pas ses réponses.

L'effet grande région :

Pour le directeur de pôle l'organisation des antennes de F3 s'adaptera peu à peu à la réforme territoriale. Il ne nous dit pas vraiment ce que la direction a dans ses cartons, mais des changements importants sont à prévoir.

Seule annonce pour le moment: dès janvier, le Soir 3 deviendrait une édition « transverse ». Un Soir 3 par grande région, avec des sujets de chacune des ex petites régions. (NB : à l'heure où nous écrivons, rien ne semble clair, le créneau pourrait aussi être récupéré pour faire une émission grande région).

Les soirées électorales :

Des émissions de campagne ou de pré-campagne ont été « mutualisées ». Et pour les soirées électorales, c'est le pompon ! A Montpellier, les équipes sont en ébullition, constatant que le dispositif prévu depuis Toulouse ne permettra pas une soirée électorale digne de ce nom. On peut en dire autant des « petites » antennes de Poitiers et Limoges, qui, elles aussi, n'auront droit qu'à de petites interventions dans des tranches pilotées depuis Bordeaux. Nous demandons que ce dispositif évolue, afin de mieux coller à notre mission de service public : un décryptage politique de proximité. Selon GV, on doit « adapter la réforme territoriale au niveau éditorial ». GV dit que via les rédacteurs en chef, les antennes ont été concertées, elles avaient la possibilité de réagir, elles ne l'ont pas fait.

Et de nous sortir, pour Aquitaine/Limousin/Poitou-Charentes, un document déterminant ce que chacun doit faire dans chaque antenne... mais ce document n'a été envoyé qu'aux cadres (et encore pas tous...). La partition déjà écrite en coulisses, comment, dès lors, prétendre laisser une autonomie aux rédactions ??? Est-ce amendable, discutable ? GV affirme que « pour Montpellier, le conducteur peut évoluer », il laisse aux rédacteurs en chef et au Délégué régional le soin de réévaluer les besoins, mais pour Poitiers et Limoges, c'est non ! Il mise sur l'émission du lendemain 13h pour se rattraper... sauf que les téléspectateurs seront loin d'être aussi nombreux devant leur écran!

Dernière minute : à Montpellier, après la mobilisation des salariés, une réunion avec la Réd Chef a eu lieu ce jeudi. Et les salariés se réunissent en AG ce vendredi. Il y a bien eu des avancées mais pas forcément suffisantes (12 points de direct, suivi sur le terrain avec moyens de direct pour 2 candidats. 3 platos (Montpellier, Nîmes, Perpignan) avec invités, et un journaliste pour des analyses.

Un nouveau conducteur élaboré avec Toulouse doit être proposé, intégrant ces nouvelles données.

Œuvres sociales :

Le budget est en hausse sensible (plus de 767.000€). Deux raisons principales : la récupération de sommes suite aux changements de périmètre du CE depuis quelques années, et la vente de l'étang de Chavaignac (Haute-Vienne) pour 165.000 €. Travaux faits à Carcans, nouveau mobil-home à Oléron, et 2 locations supplémentaires. Le CE réfléchit à d'autres investissements.

Echos du CCE :

Le projet de chaîne tout-info : la nouvelle PDG ne veut pas refaire I-télé ou BFM, mais autre chose, qui a « 10 ans d'avance ». Aller chercher un public rajeuni (15-45 ans). Mais attention, sol glissant : nombreux changements à attendre dans les métiers...

PDV : restait au moment du CCE encore 50 postes à supprimer. A FTV, le 30 juin : 9953 ETP, dont 80% de CDI.

L'emploi dans le pôle SO :

- Depuis le 1/1/2015 : 36 entrées (mutations,...) pour 38 sorties de salariés (départs, PDV, et 7 licenciements,...).

- Poitiers (qui avait lancé un préavis de grève) les journalistes demandent notamment un chef d'édition sur un poste "gelé" après la mutation d'un rédacteur et la création d'un 4^e poste d'adjoint. BG (Bruno Girault, DRH) : aucune décision prise. Décisions budgétaires en ce moment... Rien n'est gagné ! La rédaction reste très mobilisée pour obtenir une organisation plus sereine et adaptée au quotidien.

- Toulouse : 1 poste gelé suite à un décès. Sans sourciller, BG dit qu'on le garde sous le coude, afin de compenser « des contentieux qui aboutiront à des requalifications » ! Soit le DRH lit dans les boules de cristal, soit il sait que la direction du pôle avait tort en laissant de côté des salariés qui réclament leurs droits...

Montpellier : 1 poste de monteur gelé ; 1 poste de DRA supprimé à l'échelle du pôle, confirme BG, et qui ne sera pas pourvu. L'intérim est assuré par le DRA de Toulouse et la direction a proposé à la rédactrice en chef une mission recouvrant une partie de l'ex-activité du DRA + la sienne. C'est dire la grande nécessité de ce poste de DR jusque-là ! Décision pas encore validée. Les DR seront-ils en voie d'extinction en 2016 ? Ou bien la direction « gratte »-t-elle des postes partout où elle le peut ? La boule de cristal de BG le dira peut-être.

- Limoges : la permutation d'un JRI, venu de RFO, et qui doit y repartir, serait toujours à l'ordre du jour selon la direction pôle. Une assistante CDD ayant travaillé en intérim + de 600 jours sur 3 ans ne peut toujours pas être immatriculée au planning... alors que dans le vivier des remplaçants, on manque de monde. C'est pour éviter les recours aux Prud'hommes, dit BG ! La direction serait bien inspirée de revoir sa copie, alors qu'à Toulouse, on a créé l'an dernier un poste sur mesure pour une nouvelle recrue à la comm... Deux poids deux mesures dans le même pôle.

- Le PDV dans le pôle depuis 2014 : 17 départs cumulés. Une vingtaine de salariés de niveau 2 souhaitent encore partir, mais BG l'affirme : ils ne pourront pas faire partie du PDV. Autre solution selon BG : l'accord « de génération » qui, dit-il, ne peut pas être refusé. Sauf qu'il a été refusé à beaucoup de salariés.

- Deux jeunes en contrat d'apprentissage journalistes avec l'IPJ de Paris Dauphine viennent d'arriver pour 2 ans : 1 à Poitiers, 1 à Limoges. Pour l'instant, ils travaillent sur le Web, leur tuteur est le pilote Web. A terme, ils feront le même travail que les autres journalistes. A l'encadrement local de juger si leur travail est diffusable.

Mais problème : encore une fois, pour ces « alternants », la direction demande l'avis des élus du C.E., alors que ces jeunes sont déjà arrivés et travaillent déjà ... En gros, on fait ce qu'on veut, et après on vous demande de voter puisque c'est la loi... mais c'est trop tard ! Une mascarade pour laquelle vos élus SNJ ont décidé de ne pas prendre part au vote.

Les audiences :

Comme d'habitude, le seul credo qui vaille aux yeux d'une direction qui ne sait agir qu'en comptable, ce sont les audiences. Alors on vous livre ses analyses :

Excepté à Montpellier, Le 19/20 se porte bien, sauf le WE. le 12/13 moins bien. A Paris, une commission va plancher sur le 12/13 pour « améliorer l'offre ».

La télé du matin, quant à elle, plafonne entre 3 et 4% d'audience sur le pôle. Elle continue en janvier, mais GV propose sa solution pour faire monter l'audience: une séquence info plus consistante et musclée (BFMisée ?). Avec quels moyens ? La baguette magique ?

« Cap Sud-Ouest » affiche de bons chiffres, largement au-dessus de la moyenne nationale sur la tranche. Quant à « Péché Gourmand », GV veut faire « évoluer » le contenu de l'émission en juin.

La locale d'Albi a perdu 60% d'audience ! Selon GV, la cause, c'est l'arrivée de la TNT. Le passage au MPEG4 va encore faire perdre des téléspectateurs, sans qu'on ne puisse rien à la situation... qu'il regrette.

Doit-on s'inquiéter pour l'avenir des locales ? Non, GV assure que les locales excentrées n'ont pas de souci à se faire, même s'il souhaite « upgrader » (!) leur travail sur le Web pour qu'il soit plus visible.

Politique d'utilisation des smartphones :

Le contexte : Un passage à l'acte a eu lieu à Limoges : la diffusion dans le JT d'une interview faite avec un smartphone par un rédacteur seul. Une initiative cautionnée par la rédaction en chef, mais contre laquelle nous nous opposons.

Une « erreur » que semble reconnaître entre les lignes GV. Mais il est partagé entre le désir de cautionner ses cadres et ce que lui dictent ses lointains souvenirs de titulaire de la carte de presse.

Selon lui, le smartphone sert d'abord à téléphoner. Il ne peut servir à remplacer les caméras. Mais « un petit reportage bien tourné et bien monté » peut aller sur internet... PAS sur le JT, sauf cas où l'on peut « sauver des coups » : celui de « vrais documents ».

Et GV de s'emmêler les pinceaux sur le « cas Limoges »: certes l'extrait présenté dans le JT n'était pas d'une valeur exceptionnelle, et c'était une démarche éditoriale « qui pose question ». Mais pas la volonté de faire entrer les images de smartphone à tout prix dans le JT... Bref, GV reconnaît à demi-mots la maladresse de ses cadres, dont l'un a dit qu'il serait prêt à recommencer...

Notre conclusion : avoir ce matériel n'autorise pas à faire n'importe quoi avec... Et pour réaliser tout simplement des bonnes photos ou vidéos encore faudrait-il que l'équipement en smartphones pro de qualité soit à l'ordre du jour pour tous les journalistes du pôle, ce qui n'est pas le cas ! Des Galaxy S2 ou S3 mini jusqu'aux Iphone 6 souvent réservés aux cadres il y a vraiment un grand écart que le directeur de pôle n'a même pas tenté de justifier.

Divers :

- Planification des Congés : la « fenêtre » pour prendre ses congés d'été a été élargie à septembre.
- La locale d'Albi va déménager. Et ô surprise, dans les plans, il n'est pas prévu de cabine speak, mais seulement des micros en salle de montage ou sur les PC des journalistes... Une première ! Selon GV, il faut être « moderne »! Sera t-il prêt à reculer ? La réponse dans un des prochains CE, car -dit-il- « un plan, ça peut se corriger »...

Prochain C.E. le 18 décembre.

Vos élus et représentante syndicale SNJ au C.E. : François Ollier, Cécile Descubes, Gilles Bernard, Philippe Bard et Frédérique Bordes.



CE FTV Pôle Sud-Ouest novembre 2015

HALTE AU GÂCHIS HUMAIN ET FINANCIER !

Dans le contexte national d'une France frappée en plein cœur par le terrorisme, nous pourrions nous attendre, au sein de notre société de télévision publique, à une mobilisation de toutes les énergies pour relever le défi démocratique qui nous fait face : redonner du sens, recréer des liens avec des territoires et des téléspectateurs auxquels nous devons une information et des programmes de service public à la hauteur de leurs attentes.

Au lieu de cela nous constatons que rien n'a changé dans les relations sociales au sein de nos rédactions comme dans les équipes techniques et administratives. Ici et là, on oppose pour gouverner. Certains managers méprisent la qualité du travail et l'expérience professionnelle de salariés pourtant reconnus dans leur métier.

Pire, ce sont les mêmes qui agitent les équipes rédactionnelles et techniques avec des pseudos innovations technologiques et éditoriales, comme à Limoges par exemple ; ou encore à Toulouse, par de fausses économies en annulant des contrats en dernière minute, décisions qui ignorent toutes les règles déontologiques et juridiques qui pourtant s'imposent à nous.

Ce sont encore les mêmes qui créent des remous inutiles en organisant sans aucun dialogue préalable les soirées électorales des nouvelles grandes régions. Ce sont toujours les mêmes, qui au lieu de fédérer sur la dynamique de la couverture des élections régionales, marginalisent des centaines de professionnels, transformant des antennes régionales en bornes audiovisuelles, les réduisant ainsi à de simples points de transmission.

Allez-vous continuer à mépriser ainsi les personnels et leurs compétences, qu'ils soient ou non cadres de l'entreprise ?

Allez-vous continuer à valider le comportement de certains cadres qui menacent, sanctionnent et licencient ? Ces mêmes cadres qui ne savent plus mobiliser un collectif pour fédérer les énergies, et les savoirs-faire, et dont la seule ligne de conduite semble être l'autoritarisme.

Les rédactions, les équipes techniques et administratives de France 3 savent s'adapter à un monde qui change, à des technologies qui évoluent. Heureusement que pour cela elles ne vous ont pas attendues, vous les représentants de directions techniques et administratives crispés par des enjeux de pouvoirs et de carrières au sein d'une société déboussolée par des réformes mal maîtrisées.

Dans les mois qui viennent, ce sont ces exigences d'écoute et de dialogue attendues par tous les personnels que nous défendrons dans cette instance.

Les personnels en ont assez de ce mépris institué en mode de gestion. La Justice ne cesse de vous condamner et de vous imposer la juste intégration des cdd que vous avez rejetés.

Un immense gâchis humain et financier, dont vous portez l'entière responsabilité.

Les salariés exigent des changements, ces méthodes inadmissibles doivent cesser.

Les élus et représentants SNJ au CE FTV Pôle Sud-Ouest : Cécile Descubes, François Ollier, Gilles Bernard, Philippe Bard et Frédérique Bordes.

Les organisations syndicales CFDT et SUD s'associent à ce préalable.

SNJ France Télévisions

Pièce D 142 - e-mail : snj@francetv.fr

Cécile Descubes, François Ollier, Luc Barré, Thierry Will, Frédérique Bordes

Retrouvez-nous sur : **Twitter @SNJ_FTV et Facebook : Snj.ftv**